

Des salaires de misère dans le commerce bio

À la Coop ou à la Migros, une vendeuse ou un vendeur qui a suivi deux années de formation de base reçoit un salaire de premier emploi de 3800 francs. Les «meilleurs» magasins bio paient aussi bien – ou aussi mal.

Imaginons une jeune mère célibataire. Son salaire net est donc de 3300 francs; les allocations familiales suffisent pour payer deux jours de garderie. Son appartement coûte 1000 francs, l'assurance

maladie pour elle et son enfant 600, l'électricité et le chauffage 100, les taxes de téléphone et de radio – pas question de télévision – de nouveau 100, les transports publics encore une fois 100. Mais la Migros et la Coop paient bien un 13^{ème} salaire, non? Oui, mais il ne couvre

qu'une bonne moitié des impôts. Notre jeune mère, appelons-la Mélanie, doit donc économiser 200 francs par mois pour les impôts. Reste: 1200 francs.

Ces 1200 francs doivent permettre à Mélanie de payer ses besoins de base et ceux de sa fille pour la nourriture, les vêtements, la garderie, l'assurance ménage et RC, le dentiste, la franchise maladie et la quote-part en cas de consultation médicale. Mélanie est donc une «working poor»: malgré sa formation et une place à 100 %, elle peine à subvenir à ses besoins. Chaque paire de chaussures la met financièrement en danger, et le camp de vacances de son enfant l'empêche de dormir. Or la Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS), a fixé le minimum vital pour deux personnes à 1469 francs après déduction du loyer, des impôts, des soins médicaux de base, etc. comme dans notre exemple.

Et Mélanie a encore de la chance. Si elle travaillait chez un «bracailleur», son salaire pourrait se limiter à 3200 francs.

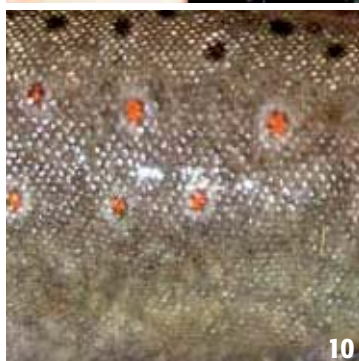
D'autres branches que la vente sont connues pour leurs bas salaires – p. ex. l'agriculture. Mettre en place et garantir le commerce équitable tout au long de la chaîne de mise en valeur comme Bio Suisse l'a ancré dans le chapitre 9 de son Cahier des charges sera donc un grand défi pour la population. Les produits bio seront-ils encore plus chers si les salaires augmentent? Le bio doit-il rester élitaire? Ou faut-il encore plus de pression sur les prix agricoles, de production de masse, de rationalisation, de spécialisation?

Markus Bär
Markus Bär

bioactualités



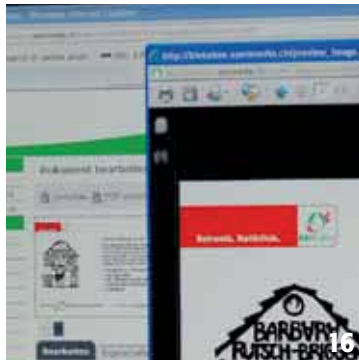
4



10



14



16



24

ICI ET MAINTENANT

4 Les bas salaires pratiqués par le commerce

Le personnel de vente est plutôt mal payé – même en bio. Une enquête du bio actualités.

POLITIQUE

7 Paiements directs:

La proposition de Pro Natura

Pro Natura dépose son propre projet pour le développement des paiements directs. Marcel Liner, le responsable de la politique agricole de Pro Natura, explique ses propositions dans une interview.

PRODUCTION

8 Les antibiotiques dans la production laitière

Quelle est l'attitude de la production laitière biologique suisse face aux antibiotiques? Et comment doit et peut-elle évoluer?

10 Du poisson bio suisse sur la table?

Les mers se vident de leur manne, et l'aquaculture conventionnelle est écologiquement problématique et peu respectueuse des animaux. Le bio est une alternative crédible – et le marché est à prendre.

MARCHÉ

12 Marché des fourrages bio: (R)Évolution

UFA veut gagner des parts de marché et s'en donne les moyens. Lehmann et Rytz résistent.

RUBRIQUES

14 Bio Suisse

20 Conseils

22 Agenda

23 Impresum

24 Brèves

26 Petites annonces

27 Le dernier mot

Photo de couverture: Le rayon boulangerie dans un supermarché bio de la chaîne allemande Alnatura.

Photo: Marc Doradzillo